

**FORUM**  
**URGENT ET DURABLE :**  
**LE REDRESSEMENT DE LA FRANCE**

14 janvier 2011

Ouverture par François BAYROU

Je suis très heureux de vous retrouver, très heureux de saluer les personnalités qui sont présentes.

Pour un exercice original, ce sera la première des manifestations de cet ordre que nous avons l'intention d'organiser, mais c'est un exercice qui prend naturellement aujourd'hui un sens particulier.

La France est entrée hier soir dans une nouvelle étape, il a été révélé hier soir aux yeux des Français que la situation de notre pays était plus grave que les gouvernements successifs ne l'avaient dit depuis longtemps.

Pour la première fois depuis le premier jour de la construction européenne, la France n'est plus dans le peloton de tête des pays européens, et tout cela va avoir évidemment des conséquences réelles et psychologiques importantes pour notre pays, pour son économie, pour son économie réelle et bien entendu aussi, pour l'image de la France.

Cette situation pour nous n'est pas une surprise. Il y a des années, des années... il y a dix ans que nous alertons, que nous avertissons, que nous disons aux Français que les choix qui sont faits par les gouvernements successifs sont des choix dangereux et qui allaient nous conduire dans une impasse.

J'ai dit les gouvernements successifs. Naturellement, il y a une responsabilité récente de l'action des gouvernements de Nicolas Sarkozy, bien entendu. Et là encore depuis des années, nous avons marqué avec force l'inquiétude que nous inspiraient les choix faits, mais bien entendu cela vient de beaucoup plus loin. Cette situation a pris naissance probablement au milieu ou à la fin des années 90. C'est une situation qui engage donc la responsabilité des deux forces complaisantes comme principales : l'UMP et le PS.

Je dis la responsabilité : je vais expliquer pourquoi.

Bien entendu avant les gouvernements de droite il y avait un gouvernement de gauche et dans tout cela les décisions sont cumulatives. Mais il faut voir ce qu'a été la vie politique en France ces dernières années ! La vie politique en France, c'était des gouvernements qui dépensaient y compris en baissant la fiscalité des plus favorisés. Mais en face de ce gouvernement il y avait à l'Assemblée et dans la rue une opposition qui exigeait qu'on dépense plus encore. Des gens qui dépensaient sans prudence et une opposition qui appelait à dépenser beaucoup plus encore.

C'est ce que nous avons vécu, c'est ce que j'ai vécu dans la campagne de 2007, et de 2002.

Je rappelle que c'est en 2002 que je propose ce qu'on a depuis appelé « règle d'or », c'est-à-dire l'idée qu'il ne devrait pas être autorisé à un gouvernement, pour les dépenses de fonctionnement de l'Etat, d'emprunter pour financer ces dépenses.

On devrait financer les dépenses courantes avec des recettes courantes, cet équilibre-là c'est l'équilibre naturel des ménages, des entreprises, des États qui se portent bien. Mais il y a très longtemps que l'on a perdu cela en France.

Et je me souviens très bien des sarcasmes que cette idée faisait naître à l'époque sur les deux rives, droite et gauche. Et donc oui il y a une coresponsabilité.

Je ne mets pas tout le monde sur le même plan, la responsabilité de ceux qui prenaient les décisions, étaient aux affaires, est une responsabilité évidente, mais ceux qui les poussaient dans ce sens à aller plus loin encore, est réelle elle aussi.

Voilà la situation. Évidemment tous ceux parmi vous qui sont familiers de l'économie savent ce que cette situation va entraîner comme conséquences sur des rouages essentiels du crédit dans notre pays, du crédit pas seulement de l'État, mais aussi de l'économie réelle, comme je l'indiquais.

Tous ceux qui sont familiers de la vie internationale savent aussi quelles vont être les conséquences sur l'image de notre pays, sur son poids au sein de l'Union européenne, notamment après cette longue séquence dans laquelle la France s'est présentée comme étant l'équivalent de l'Allemagne.

Est-ce que on peut, de cette situation, tirer un bien, en tout cas un mieux pour l'avenir du pays ? C'est cela la véritable question.

Je crois que l'on doit envisager l'avenir sous cet angle, et en tout cas pour une force politique et pour un candidat qui propose un chemin différent au pays, je veux y voir au moins un avantage, c'est que la nouvelle annoncée hier soir de la dégradation de la France va obliger tout le monde à regarder la réalité en face, la réalité du pays et l'obligation de quitter les chimères avec lesquelles on a vécu depuis si longtemps, notamment d'abandonner cette espèce de réflexe national dans lequel une campagne électorale, n'est pas autre chose que la promesse qu'il existe une baguette magique qui fera qu'à partir du changement des dirigeants, on pourra dépenser l'argent, *larga manu* et que l'on pourra ainsi satisfaire les revendications catégorielles des uns et des autres.

La décision d'hier va obliger tout le monde à regarder la réalité en face, pas seulement dans les responsabilités, mais dans la compréhension de l'avenir.

Nous avons, depuis des semaines, placé la démarche originale à laquelle vous allez participer aujourd'hui sous la maxime : « Gouverner c'est prévoir ».

Et cela ne prend pas seulement en compte les années écoulées. Oui, il y a eu des responsables politiques qui ont prévu, mais aujourd'hui, c'est résolument vers l'avenir que cette journée se tourne et comme vous l'avez vu, l'idée d'un Agenda, qui a été utilisé en Allemagne par Gerhard Schröder à juste titre qui permet de placer l'action politique dans un calendrier ; que ce calendrier n'est pas un calendrier de court terme seulement, c'est un calendrier qui a un horizon ; et cet horizon nous l'avons délibérément placé en 2020, c'est-à-dire au-delà naturellement des échéances ultérieures si elles arrivent à leur terme.

Nous allons dire ce que nous voulons pour la France de 2020, à la fin de la décennie et nous allons en tirer un certain nombre de décisions intermédiaires dans des étapes. Et la première de ces étapes sera évidemment celle de l'urgence au lendemain de l'élection présidentielle qui sera tranchée en mai 2012.

Calendrier et action, avec l'idée que ces orientations que nous allons choisir, ces objectifs que nous allons définir, nous les inscrirons dans des lois-cadres qui seront adoptées au début de la législature et qui définiront elle-même des étapes pour la suite.

Voilà l'enjeu de ce travail Agenda 2012-2020. C'est un travail original parce que ce n'est pas « l'accueil » sans ligne directrice de réflexions différentes, hétérogènes, étrangères les unes aux autres, c'est la confrontation d'un certain nombre d'orientations. C'est pourquoi il y aura des rapporteurs qui vont, au début de chaque forum, expliquer ce que nous croyons, ce que nous pensons. C'est la confrontation entre ces orientations qui sont des orientations de grands traits de programme, avec l'expérience d'une centaine d'entrepreneurs, cadres, économistes, experts de toute nature pour certains ayant une expérience gouvernementale, pour d'autres une expérience parlementaire, pour les troisièmes, un parcours de chefs d'entreprises très grandes, moyennes, toutes petites.

Une vraie confrontation avec la réalité vivante du pays, dans sa pensée et dans ses réalisations.

Ces forums, qui se dérouleront en public, sont naturellement retransmis sur internet. Il y aura des comptes-rendus et j'essaierai de tirer, en début d'après-midi, les conclusions que m'auront inspirées ces échanges.

Donc, c'est une démarche comme vous le voyez beaucoup plus ouverte que les démarches traditionnelles dans lesquelles, sans aucun jugement péjoratif parce que nous avons fait cela assez souvent, on met trois ou quatre... -j'allais dire pékins-soigneusement choisis à la tribune et qui échangent entre eux des propos dont on sait le contenu à l'avance.

C'est beaucoup plus ouvert et beaucoup plus vivant. C'est une forme que nous avons trouvée en Amérique du Sud, je crois même qu'elle est brevetée, mais nous n'avons pas demandé l'usage du brevet... C'est la forme que Didier Borotra a proposée pour ce que l'on appelle le « Foro de Biarritz » c'est-à-dire la rencontre annuelle une fois à Biarritz, une fois dans une capitale d'Amérique latine, entre les dirigeants d'Amérique latine et des dirigeants français et européens. Et donc, je veux rendre à César ce qui est à

César et à Didier Borotra cette idée qu'il nous a donnée. Voilà pour la définition des forums.

Il y aura quatre forums. Celui d'aujourd'hui, 14 janvier, est consacré à "Produire".

Le deuxième, le 4 février, sera consacré à "Il n'est de richesse que d'hommes", la phrase du grand humaniste Jean Bodin. Et donc c'est instruire, former, éduquer, prévenir, donc la proposition faite aux enfants, aux jeunes, et aux adultes tout au long de leur vie en matière d'éducation et de formation.

Le troisième, le 11 février : "Le nouveau pacte social" parce que nous pensons qu'il faut une redéfinition, une réinvention du pacte social dans notre pays.

Le quatrième, le 25 février : "Le nouveau pacte démocratique".

Naturellement, ce ne serait pas le seul exercice de réflexion, de programme, d'annonce, de projet. On aura des manifestations consacrées à l'Europe, on aura d'autres manifestations consacrées aux divers phénomènes de protection de la nature, par exemple bien que nous ayons aujourd'hui une des tables rondes consacrées au durable.

Voilà pour les quatre forums de cette importante réflexion sur l'avenir de la France.

Les trois tables rondes (des « grandes » tables rondes bien sûr, des tables de grandes familles) de la journée sont consacrées pour la première au « Produire en France » : quel avenir pour un appareil de production que l'on ferait renaître.

La deuxième : « Équilibre et croissance ». C'est là que nous allons étudier tous les problèmes de retour à l'équilibre financier au service de la croissance nécessaire au pays.

La troisième : « Produire durable ».

Évidemment la mutation du modèle de société est en germe dans ce que nous sommes en train de vivre.

Ce n'est pas une crise « parenthèse » qui se refermerait avec retour à la situation précédente, au *statu quo ante*. C'est une mutation de modèle que nous sommes en train de vivre et que nous avons bien l'intention de porter.

Voilà les trois tables rondes de la journée. Je suis très reconnaissant à la centaine d'intervenants qui ont accepté d'être là. C'est très rare, parce qu'accepter de participer à une réflexion, c'est bien, mais accepter de participer à une réflexion dans laquelle on sait qu'il y aura plusieurs dizaines d'autres intervenants, cela oblige en même temps à rassembler sa pensée, c'est un grand effort dont je suis reconnaissant à tous ceux qui vont y participer.

Une journée un peu exceptionnelle dans un contexte qui lui-même est exceptionnel, historique, journée dont on se souviendra pendant longtemps d'autant que, comme on

sait, la décision de l'agence de notation Standard & Poors est assortie d'une nouvelle menace : dégradation et perspective négative. Cela signifie naturellement que le souci qui doit être le nôtre sera un souci de longue durée.

Je vous suis très reconnaissant d'être là. On va suivre avec attention les travaux auxquels vous apporterez la richesse que votre vie et votre réflexion vous permettront de nous faire partager.

Je vous remercie de votre attention.